

## Identité(s) nationale(s), par Jean-Paul Fitoussi Le Monde 24 juillet 2007

Un jour que j'allais chercher Amartya Sen pour le conduire à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), la réceptionniste de son hôtel me demanda si j'étais son chauffeur. Après quelque hésitation, j'acquiesçai. Parmi mes diverses identités du jour, celle de chauffeur fut, pour elle, la plus apparente. Comme l'écrit, non sans malice, Sen (*Identité et violence*, Odile Jacob, 270 p., 23,90 €) : "Une même personne peut, par exemple, être citoyen britannique, originaire de Malaisie, avoir des traits chinois, être agent de change, manger de la viande, être asthmatique, avoir une formation de linguiste, pratiquer le body-building, être poète à ses heures, être contre l'avortement, aimer observer les oiseaux et les étoiles, et croire que Dieu a créé Darwin pour tester la foi des hommes."

Un minimum d'introspection révèle que notre difficulté à répondre à la question "Qui suis-je ?" provient de la complexité que nous avons à distinguer entre nos multiples identités et à en comprendre l'architecture. Qui suis-je, en effet, et comment pourrais-je accepter que l'on réduise ce que je crois être la richesse de mon identité à une seule de ses dimensions ? C'est pourtant la philosophie qui sous-tend le communautarisme : l'une de nos identités l'emporterait sur toutes les autres et servirait de critère pour une organisation de la société en groupes distincts.

Il existerait, nous dit-on, deux méthodes d'intégration, l'une "anglaise", fondée sur le communautarisme, et l'autre, "française", fondée sur l'adhésion aux valeurs républicaines au premier rang desquelles l'égalité. Sur la première de ces méthodes, le contresens est presque total. Si les mots ont un sens, l'intégration en un pays implique le respect de ses lois et conventions, parce qu'elle est l'établissement d'une interdépendance plus étroite entre... les membres d'une société" (Lalande). La coexistence entre communautés différentes, chacune obéissant à ses conventions et coutumes - le modèle dit anglais -, n'est pas de fait celui qui caractérise l'Angleterre. Car il existe une disposition juridique par laquelle le Royaume confère aux immigrés provenant d'un des pays du Commonwealth le droit de vote à toutes les élections, fussent-elles nationales. Les immigrés partagent ainsi avec les Britanniques le droit de participer à la délibération publique sur des sujets d'intérêt général, locaux ou nationaux.

Cet aspect, déterminant, de l'intégration "à l'anglaise" est généralement méconnu alors qu'il est l'exact opposé du communautarisme. Les citoyens savent d'expérience que la démocratie ne se réduit pas au suffrage universel, mais qu'elle est par essence et d'abord l'organisation d'une discussion publique ouverte à tous où chacun a la même liberté de s'exprimer. Cette égalité reconnue aux immigrés devant la res publica, au plus haut niveau de la démocratie, n'impliquait en rien la négation de leurs autres identités. Mais les secondes étant plus apparentes que la première, elles ont conduit à percevoir le système anglais comme essentiellement communautariste.

Pourtant, c'est bien parce qu'une égalité fondamentale était reconnue à tous, quelles que soient leurs nationalités, que le régime anglais a pu davantage que les autres s'accommoder d'une expression plus grande des particularismes. Le multiculturalisme avait d'autant plus de chance de s'y épanouir paisiblement qu'il était

dominé par l'espace de la démocratie où la raison était le vecteur principal de l'expression des choix. Aujourd'hui, le gouvernement britannique lui-même, oubliant les conditions de l'émergence du modèle anglais et par volonté d'apaiser les communautés, cherche à satisfaire leur désir de reconnaissance publique en promouvant officiellement le développement d'écoles confessionnelles subventionnées. Cette évolution est regrettable, selon Sen, car elle conduit à privilégier une identité sur toutes les autres à un moment où il est plus que jamais nécessaire d'élargir l'horizon intellectuel des enfants et la place de la raison : "Voici ton identité et tu n'auras rien d'autre."

## CONCEPTION OUVERTE

Le "modèle français" est aussi depuis quelques années l'objet d'un contresens, par oubli de ce qui le fonde, l'intégration concrète dans la vie de la cité, c'est-à-dire l'égalité réelle dans l'espace des biens publics : accès aux services publics, à la protection sociale, à l'école et l'université, au travail, etc. Le républicanisme reconnaît à chacun, quelles que soient ses autres identités, des droits égaux pour mieux viser l'universalisme. Il ne nie pas les particularismes et leur reconnaît tous les droits de s'exprimer dans la sphère privée.

La tentation du communautarisme, en débat depuis au moins une décennie, vient du désir de positiver l'échec de l'égalité réelle. Elle propose une intégration par défaut, celle dans l'espace différencié des communautés, une espèce d'incarcération civilisationnelle, dirait Sen. Mais on ne peut vêtir un échec des habits du succès. Tant que les zones urbaines sensibles demeureront dans l'état de délabrement social dont on ne parvient pas à les extraire, le communautarisme ne sera qu'un décor masquant la rupture du principe d'égalité. Le corps social est alors successivement dérivé (au sens mathématique du terme) jusqu'à la différence "ethnique" ou "raciale".

Le "modèle français", en négligeant les conditions sociales de sa réalisation, contredit son principe : l'égalité. Pour inverser le mouvement, le républicanisme français doit, comme le multiculturalisme anglais, se contredire en apparence pour se réaliser effectivement. Se contredire en apparence implique de reconnaître que l'égalité devant la loi est un principe certes essentiel, mais faible, qu'il convient de compléter par une conception plus exigeante de l'égalité. Celle-ci doit proportionner l'effort de la République à l'importance du handicap des personnes pour les libérer du poids de leurs conditions initiales.

L'égalité réelle dans l'espace des biens publics - dont on sait qu'il diffère selon les valeurs et l'histoire du pays - implique en retour un minimum d'adhésion à cette histoire et à ces valeurs. C'est, nous dit encore Sen, ce qu'il convient d'appeler l'identité nationale, mais dans une conception ouverte de cette identité, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur du territoire. C'est celle que le vivre ensemble nous fait partager, celle que nous avons en commun, quelles que soient les différences de nos multiples identités.

Les mots, disait Conrad, sont les grands ennemis de la réalité. La question de "l'identité nationale" ne doit pas devenir un écran de fumée collectif derrière lequel le

rêve républicain, à force d'être désincarné, cohabiterait avec le communautarisme émergeant de son échec.

Jean-Paul Fitoussi pour "Le Monde"